

Les Wallons vont négocier directement avec le Canada

■ Le gouvernement wallon déplore l'attitude fermée de la Commission européenne.

Sur le coup de 21 h, jeudi soir, le gouvernement wallon convoquait la presse pour annoncer un "Non" au Ceta (traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada). Brûlant la politesse au parlement wallon à qui il avait promis de présenter l'état des discussions intermédiaires, Paul Magnette n'a pas attendu la fin de l'ultimatum européen qui demandait à la Belgique de donner sa réponse pour ce vendredi.

Chose promise, chose reportée mais néanmoins due, le ministre-Président wallon, Paul Magnette, sera quand même face aux parlementaires wallons, ce matin sur le coup de 9 h 30 pour exposer les raisons qui poussent son gouvernement à refuser une quatrième fois de déléguer sa signature à l'Etat fédéral. On s'enfoncé de plus en plus dans la crise.

Plus tôt dans la journée, le ministre-Président wallon avait quitté précipitamment la commission des affaires générales du parlement wallon. Branle-bas de combat, la rumeur enfle, le socialiste est convoqué devant le Conseil européen. Information rapidement démentie. Le Carolo se dépêchait de retourner à son cabinet de l'Elysette pour analyser toute affaire cessante le dernier texte interprétant le Ceta envoyé par la Commission européenne qui n'a manifestement pas mâché ses efforts pour convaincre les Wallons de donner enfin cette "fichue" signature.

Les problèmes restent

"Nous nous sommes réunis en réunion extraordinaire pour partager nos analyses des documents transmis par la Com-

"Pour les Canadiens, il y a encore des marges de négociation, contrairement à la position européenne"

PAUL MAGNETTE
Ministre-Président wallon (PS)

mission. Nous avons aussi reçu une lettre de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, qui a été examinée, a expliqué Paul Magnette (PS) en début de conférence de presse. Des progrès ont été faits mais pour nous, à ce stade, les avancées ne sont pas suffisantes, notamment dans les questions qui concernent les entreprises américaines, par exemple, qui sont installées au Canada et qui bénéficieraient du système."

Le gouvernement wallon a également eu des contacts avec la ministre canadienne du Commerce. *"Pour les Canadiens, il y a encore des marges de négociation contrairement à la position européenne et nous rencontrerons la ministre et son négociateur demain (lire vendredi) à la première heure pour examiner avec eux où il est encore possible de trouver des marges et de faire évoluer les textes qui nous ont été soumis ce jeudi."*

Le vice-président du gouvernement Maxime Prévot (CDH) a ajouté *"qu'il y avait manifestement des difficultés pour rencontrer les attentes de la Wallonie. Cette posture de la Commission européenne, qui se montre davantage fermée que le Canada qui, lui, a décidé de donner une chance pour trouver un accord, est incompréhensible. Nous espérons que les attentes de la société civile relayées par le parlement soient enfin entendues et que la démocratie ne soit pas mise au pas par la finance internationale"*.

La crise continue mais une lueur semble désormais briller dans la nuit. La solution viendra peut-être du Canada.

Stéphane Tassin